

# Le développement du Nord

## **M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD):**

Monsieur le Président, lundi, le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien a induit la Chambre en erreur en soutenant qu'un vote contre le projet de loi d'exécution du budget était un vote contre la hausse du plafond d'emprunt des trois territoires.

Le ministre doit faire ses devoirs, car le projet de loi ne fixe absolument aucun plafond d'emprunt. Ce cheval de Troie qu'est la mesure législative ne ferait qu'accroître le contrôle qu'exerce le fédéral sur les trois territoires en modifiant leur Constitution respective.

Le ministre est-il complètement déconnecté des intentions de son gouvernement ou cherchait-il à induire la Chambre en erreur?

## **L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):**

Monsieur le Président, notre gouvernement prend des mesures pour améliorer la situation économique dans le Nord et dans les Territoires du Nord-Ouest en allégeant le fardeau administratif associé à l'approbation des projets d'exploration minière. Nous voulons que les habitants du Nord profitent des possibilités de développement économique que présentent les grands projets d'exploitation des ressources.

Malgré tous les efforts des députés néo-démocrates et libéraux, qui votent contre le progrès et le développement dans le Nord, notre gouvernement, de concert avec les habitants du Nord, fait tout en son pouvoir pour assurer à ces derniers un avenir économique riche, vital, dynamique et à toute épreuve.

## **M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD):**

Monsieur le Président, d'une part, le gouvernement affaiblit la réglementation sur l'environnement et, d'autre part, il renforce la réglementation s'appliquant aux gouvernements territoriaux.

L'année dernière, dans son témoignage devant le Comité des affaires autochtones, un haut fonctionnaire du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a dit clairement ne pas vouloir de contrôle fédéral sur les emprunts. Plutôt que d'écouter les gens du Nord, le gouvernement veut accroître le contrôle en modifiant les constitutions des territoires du Nord sans consultations publiques de leurs habitants.

Pourquoi le gouvernement ne respecte-t-il pas les droits politiques des habitants du Nord en permettant à leurs assemblées législatives de contrôler leurs affaires financières, tout comme les provinces.

## **L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC):**

Monsieur le Président, l'Agence canadienne de développement économique du Nord aide une foule d'organismes de développement économique partout dans le Nord à être plus efficaces et à mieux répondre aux besoins réels à long terme des habitants du Nord. L'argent des contribuables canadiens profitera aux jeunes grâce à la mise en place, dans le Nord, de modèles d'affaires solides qui feront un meilleur usage de la technologie, etc.

Les gouvernements territoriaux ont demandé que les plafonds d'emprunts soient haussés, et le député a voté contre. Les gouvernements territoriaux ont réclamé la construction d'une route entre Inuvik et Tuk, et le député a voté contre. Les gouvernements territoriaux ont demandé un transfert de responsabilités, et le député a voté contre.

**Note de l'éditeur: la Chambre des communes n'a pas voté sur l'augmentation de la limite d'emprunt des territoires ni sur la dévolution**